

Numéro	Objet	Publié le	Nomenclature
029/2025	Modification des statuts de la communauté d'agglomération Terre de Provence	ID : 013-211300363-20250603-25_CM_029-DE	

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**
 Présents : **21**
 Procurations : **5**
 Votes : **26**

L'an deux mille **vingt-cinq**, le **trois juin**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf** heures, **Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.
 Date de la convocation : **28 mai 2025**

OBJET : Modification des statuts de la communauté d'agglomération Terre de Provence

Étaient présents les Conseillers Municipaux : **GAVANON** Michel, **TROUSSEL** Marc, **POURTIER** Yvette, **MISTRAL** Christiane, **PANCIN** Pierre, **NIETO** Corinne, **REY** Nathalie, **BOUCHET** Aurélien, **ROSSI** Yannick, **FRESQUET** Véronique, **SALINAS** Bérangère, **BARAT** Michel, **OWEDYK** Corinne, **AMIARD** Ludivine, **COSTES** Delphine, **KAPPES** Vincent, **MOUSSY** Éric, **PERRIN** Christine, **GIORDANI CONSTANSO** Marie-Hélène, **HOUDIN** Florence, **LIBOUREL** Vincent.

Résultat du vote :

Pour : **26**
 Contre : **0**
 Abstentions : **0**

Absents excusés et représentés : **DELAIR** Patrick représentée par **TROUSSEL** Marc, **AMAT** Bruno représenté par **POURTIER** Yvette, **CHAUVIN** Kenny représentée par **NIETO** Corinne, **JULLIAN** Madeleine représentée par **KAPPES** Vincent, **DELABRE** Éric représenté par **GIORDANI CONSTANSO** Marie-Hélène.

Absente excusée : **ROSELLO** Louis.

Par délibération n° 2025-08 en date du 6 février 2025, la Communauté d'agglomération Terre de Provence a approuvé une révision statutaire portant sur la modification de l'adresse de son siège social et le transfert de deux nouvelles compétences à son profit.

Cette délibération a fait l'objet d'un recours gracieux le 7 mars 2025 par le préfet des Bouches-du-Rhône.

Celui-ci expose que la loi du 27 décembre 2019 dite « engagement et proximité » a supprimé la notion de « compétence optionnelle » prévue à l'article L 5216-5 ancien du CGCT pour ne faire demeurer que les « compétences facultatives », soumises selon les cas, à la définition d'un intérêt communautaire.

Or, la catégorie des compétences « optionnelles » a été reprise au sein des statuts adoptés le 6 février 2025.

Conformément aux demandes formulées par le préfet, Terre de Provence a retiré la délibération n° 2025-08 du 6 février 2025, et a procédé à une révision statutaire conformes aux prescriptions législatives.

A ce titre, les compétences seront désormais réparties en deux catégories : « obligatoires » et « facultatives », cette dernière catégorie regroupant les anciennes compétences « optionnelles ».

Le changement du siège social demeurera tel qu'adopté, au 5 place Marius Chabrand 13 630 Eyragues.

Le Conseil Communautaire a donc acté la modification des statuts de la communauté d'agglomération suivant les prescriptions précitées, et un retrait de l'acte illégal.

Le siège social :

L'article L 5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale délibère sur les modifications statutaires autres que

celles visées par les articles L 5211-17 à L 5211-19 et autres que celles relatives à la dissolution de l'établissement.

A compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement.

La décision de modification est prise par arrêté du représentant ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements intéressés.

L'article 3 des statuts dispose que le siège social de la Communauté d'Agglomération est fixé chemin Notre Dame 13 630 Eyragues.

Le nom de cette rue a été modifié et l'adresse du siège social de la Communauté d'Agglomération a donc changé sans pour autant déménager.

Il apparaît dès lors nécessaire de modifier les statuts en son article 3 pour voir apparaître la nouvelle adresse de la Communauté d'Agglomération Terre de Provence au 5 place Marius Chabrand 13 630 Eyragues au lieu et place de chemin Notre Dame 13 630 Eyragues.

Transfert de la compétence « développement durable » :

L'article 5 des statuts dispose que l'objet de la Communauté d'Agglomération de « Terre de Provence » est d'exercer, au sein d'un espace de solidarité, des compétences obligatoires, optionnelles et facultatives régies par les articles L 5216-5 et L 5211-17 du code général des collectivités territoriales. (CGCT)

Aux termes de l'article L 5216-5 du CGCT, la communauté d'agglomération peut exercer en lieu et place des communes les compétences relevant notamment des groupes suivants :

1° Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;

2° et 3° (Abrogés)

4° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

5° Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;

6° Action sociale d'intérêt communautaire

Lorsque la communauté d'agglomération exerce la compétence action sociale d'intérêt communautaire, elle peut en confier la responsabilité pour tout ou partie à un centre intercommunal d'action sociale constitué dans les conditions fixées à l'article L 1234-4-1 du code de l'action sociale et des familles :

7° Participation à une convention France Services et définition des obligations de service au public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec leurs administrations.

Le choix de ces compétences est arrêté par décision des conseils municipaux des communes intéressées dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création. (Article L 5216-5 CGCT)

La Communauté d'Agglomération a fait le choix de trois compétences, inscrites dans ses statuts dans une partie intitulée « compétence optionnelle », intitulé devenu illégal depuis la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 dite « Engagement et proximité », à savoir :

2.1 Création ou aménagement et entretien de voirie communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;

2.2 Action sociale d'intérêt communautaire ;

2.3 Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération exerce la compétence en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie.

Pour autant, la question de cette compétence n'a pas été évoquée et son intégration n'a pas fait l'objet d'une modification statutaire.

Il apparaît dès lors nécessaire, pour ne pas compromettre les actions de la Communauté d'Agglomération Terre de Provence dans ce domaine, d'inclure cette compétence dans les statuts.

Le Conseil Communautaire du 22 mai 2025 a émis un avis favorable.

Il est donc proposé de délibérer sur ce transfert de compétences et la modification des statuts qui en découlent pour voir mentionner dans le groupe des compétences issues de l'article L 5216-5 CGCT, la protection et la mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie.

Création, entretien et balisage des sentiers de randonnées pédestres et VTT :

La Communauté d'Agglomération « Terre de Provence » a la volonté de développer une politique touristique en valorisant les randonnées pédestres et à VTT à l'échelle de l'agglomération, de mettre les énergies en commun pour développer un réseau d'itinéraires cohérent, efficace, entretenu et balisé de façon à rendre compatible découverte du territoire et préservation des milieux naturels.

La création, l'aménagement, l'entretien, la gestion et la valorisation des sentiers de randonnées pédestres et VTT présentent un intérêt touristique fort contribuant à la promotion de l'image touristique du territoire.

Les communes peuvent transférer cette compétence en vertu de l'article L 5211-17 CGCT au titre des compétences facultatives devant figurer dans les statuts.

Par application de l'article L 5211-17 al 2 CGCT ces transferts doivent être décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'intercommunalité et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'EPCI.(article L 5211-5 du CGCT-deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population). Le Conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'EPCI, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Selon l'article L 5211-17 al 4 CGCT, le transfert de compétences est prononcé par arrêté du représentant de l'Etat dans le département intéressé.

Le Conseil Communautaire du 22 mai 2025 a également émis un avis favorable.

Ainsi, il est proposé au Conseil Municipal une modification des statuts de la communauté d'agglomération pour voir intégrer la compétence « création, entretien et balisage des sentiers de randonnées pédestres et VTT » au sein des compétences facultatives de l'EPCI.

Transfert de la compétence « biodiversité » :

La biodiversité se définit comme l'ensemble des êtres vivants ainsi que les écosystèmes dans lesquels ils vivent. Une espèce animale est dite nuisible lorsqu'elle peut porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique et au bon déroulement d'activités humaines.

Certains espèces animales et végétales dont la prolifération peut être nuisible à la santé humaine se développent massivement sur le territoire. Ainsi en est-il du frelon asiatique, qui élimine dangereusement les populations d'abeilles, essentielles à la vie humaine. Compte tenu des dégâts constatés au sein des communes membres de Terre de Provence, une action menée à l'échelon intercommunal semble la plus indiquée.

La signature d'une convention entre l'EPCI et Département est donc envisagée afin d'obtenir des subventions pour lutter contre cette espèce nuisible.

Cette convention permettrait la mise en place des actions suivantes : achat de pièges (particuliers et administrations), destruction de nids de frelons, nomination d'un référent, etc.

Cette signature suppose une compétence « biodiversité » du groupement intercommunal.

Une révision statutaire s'impose à ce titre, puisque la mission de préservation de la biodiversité n'entre dans aucune des compétences actuelles.

Le Conseil Communautaire du 22 mai 2025 a émis un avis favorable.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'intégrer au rang des compétences facultatives la compétence suivante : « Action en faveur de la protection de la biodiversité ».

Après en avoir délibéré à la majorité par **22 voix pour, 4 abstentions** (Yvette POURTIER, Véronique FRESQUET, Corinne OWEDYK, Yannick ROSSI) et **0 voix contre**, le Conseil Municipal décide de :

D'acter le retrait de la délibération du conseil Communautaire n°2025-08 en date du 6 février 2025;

Approuver la modification d'adresse du siège social et la modification statutaire qui en découle ;

Approuver les transferts des compétences en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, création, entretien et balisage des sentiers de randonnées pédestres et VTT, action en faveur de la protection de la biodiversité, et la modification des statuts qui en découle conformément à la délibération du Conseil Communautaire ;

Approuver la suppression de la catégorie « compétences optionnelles » devenant pour totalité des compétences « facultatives » et la modification statutaire qui en découle ;

Charger M. Le Maire de notifier la présente délibération à l'EPCI ;

Dire qu'en cas d'accord à la majorité qualifiée des conseils municipaux, Mme La Présidente de l'EPCI est chargée de demander à M. Le Préfet de prendre l'arrêté de modification des statuts en découlant.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.



Michel GAVANON

Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité.

Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*